



DEPARTEMENT
du Pas-de-Calais

ARRONDISSEMENT
de Boulogne-sur-Mer

Canton de Boulogne Nord-Est

Tél. 03.21.32.02.76
Fax 03.21.32.17.88

Envoyé en préfecture le 20/12/2024

Reçu en préfecture le 20/12/2024

Publié le

ID : 062-216208942-20241218-D_2024_118-DE



VILLE DE WIMILLE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-huit décembre, à dix-neuf heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à l'Espace Associatif Franck Lefebvre, en séance publique, suivant une convocation en date du 12 décembre 2024 dont un exemplaire a été affiché à la porte de la mairie.

Etaient présents : A. LOGIÉ, Maire, J. GUYOT, H. TIERTANT, R. CALON, C. BEAUMONT, B. LEMAIRE, A.S. DACHICOURT, P. DEVYNCK, Adjoints, R. VINCENT, B. VANESSE, J. BRUNET, S. NICOSTRATE, D. DESCHARLES, M. LEFEBVRE, J. LOUCHET, M. BASTIDE, J.L. RAVIART, S. LATOUR,

Formant la majorité des membres en exercice, soit 18/27

Etaient absents excusés avec procuration : A. ETIENNE (procuration à C. BEAUMONT), G. FACHON (procuration à A. LOGIE), S. LEROY (procuration à R. CALON), P. COSTA (procuration à J. GUYOT), L. DENIS (procuration à B. VANESSE), Y. DUBRULLE (procuration à S. LATOUR), N. VOLPOET (procuration à J.L. RAVIART),

Soit 7/27

Etaient absents excusés : F. BELLANGER, A. DECOUDU,

Soit 2/27

Président de séance : Monsieur Antoine LOGIÉ, Maire.

Secrétaire de séance : Monsieur Benoît LEMAIRE, adjoint au Maire.

N°2024/118

AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE PROJET DE CLASSEMENT DE LA POINTE DE LA CRECHE ET SES PERSPECTIVES MARITIMES.

Le 22 novembre 2019, sous la présidence de Monsieur le Sous-Préfet de Boulogne-sur-Mer, le comité de Pilotage constitué dans le cadre du Grand Site de France les Deux-Caps, validait la proposition de classement du site « la Pointe de la Crèche et ses perspectives Maritimes » sur les critères pittoresques et historiques, son périmètre et ses orientations de gestion.

L'enquête publique préalable au classement s'est tenue à la fin de l'année 2020 et le projet a ensuite reçu l'avis favorable unanime des membres de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites en juillet 2021, avant d'être remise à l'administration centrale pour son instruction nationale.

Des irrégularités de forme et des erreurs matérielles ont été relevées sur la première enquête publique par l'Inspection régionale des sites au moment de la remontée du dossier en administration centrale. Toutefois, le territoire communal n'est pas impacté. Le projet reste ainsi inchangé pour la commune.

Afin d'assurer la solidité juridique de la procédure de classement, une nouvelle enquête publique doit donc être organisée.

La commune avait délibéré favorablement une première fois sur le projet le 18 décembre 2019. Il est aujourd'hui souhaitable, au vu du délai écoulé, qu'elle délibère à nouveau sur ce projet, même si ce dernier n'a pas évolué.

Pour permettre à la DREAL de conduire à bien cette procédure, le projet est soumis au Conseil Municipal pour avis. Vous trouverez le dossier sur le lien ci-après :

<https://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr/static/pcsdc/Dossier-Creche-Dec23-EP2.zip>

Invité à délibérer,
le Conseil municipal,
à l'unanimité des membres présents ou représentés,

EMET dans les termes réitérés de sa délibération du 18 décembre 2019 un avis favorable au projet de classement de la Pointe de la Crèche et de ses perspectives maritimes.

Fait et délibéré en séance publique
les jour, mois et an susdits.

Le Maire,

Antoine LOGIE.

CERTIFICAT D'AFFICHAGE ET DE PUBLICITÉ

Le Maire de WIMILLE certifie que la présente délibération a été affichée à la porte de la mairie le 25 décembre 2024 ; qu'elle a été déposée en Sous-Préfecture de BOULOGNE SUR MER au titre du contrôle de la légalité le

Le Maire

Antoine LOGIE.

La présente délibération peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Lille ou d'un recours gracieux auprès de la commune de WIMILLE, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de 2 mois pour répondre. (Article 421-1 et suivant du Code de Justice Administrative).